



Discours de la présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter devant l'Assemblée générale des Nations unies

New York, le 24 septembre 2025

*Madame la Présidente de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

Il y a 80 ans, le monde entrait dans une nouvelle ère, des temps meilleurs. Le 27 janvier 1945, le camp de concentration d'Auschwitz était libéré. Le 8 mai, la guerre en Europe prenait fin. Et le 25 juin, avant même la capitulation du Japon, 50 États adoptaient la Charte des Nations Unies à San Francisco.

Ils étaient, je cite, « résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ».

Sur les ruines de la Deuxième Guerre mondiale, un nouvel ordre naissait d'une conviction et d'une volonté communes d'apporter au monde la paix et la prospérité. C'est aussi au lendemain des horreurs de cette période que naissaient les Conventions de Genève de 1949, qui protègent les victimes des conflits armés.

A cette époque, les fondements de décennies florissantes pour la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché étaient posés. Des fondements, qui malgré les limites et les revers, ont servi aussi la coopération internationale, le libre-échange, la paix et le droit international.

Sans faire de parallèle historique, force est de constater : Nous célébrons cette année le 80ème anniversaire des Nations Unies, alors que nous vivons une nouvelle époque de bouleversements politiques et économiques extrêmement violents.

Une époque où trop de guerres font à nouveau rage et où les populations subissent des souffrances intolérables. Une époque où une paix juste et durable semble toujours hors de portée au Proche-Orient et en Ukraine, où les tendances autocratiques se renforcent, en Europe aussi. Une époque où le libre-échange est mis à l'épreuve et où, en fin de compte, le droit international, y compris la Charte des Nations Unies, risque de devenir lettre morte.

Ce sont des bouleversements qui ne viennent pas de nulle part, ils sont le résultat d'évolutions qui remontent parfois loin et que l'on a, rétrospectivement, trop longtemps pris trop peu au sérieux. Il faut être honnête : ce sont des évolutions pour lesquelles il n'y a pas de réponses faciles, ni au niveau international ni au niveau national.

Et il ne suffit pas non plus de rappeler ici, pour la énième fois et seulement par des discours, les mérites d'une certaine forme d'État, de l'État de droit, du droit international, du libre-

échange et du multilatéralisme. Non, si nous voulons relever les défis auxquels nous sommes confrontés, nous devons redoubler d'efforts. Car que valent tous les acquis de la civilisation s'ils ne contribuent pas concrètement à la liberté, à la sécurité et à la prospérité, si leurs avantages ne deviennent pas tangibles pour les populations dans leur vie de tous les jours ?

Il y a ici deux erreurs que nous ne devons pas faire :

Premièrement, pointer du doigt uniquement les autres États.

Deuxièmement, laisser les organisations internationales seules avec le travail et faire comme si elles étaient distinctes de nous.

Mesdames, Messieurs,

Nous devrions commencer là où nous pouvons dès maintenant garantir la liberté et contribuer à la sécurité et à la prospérité. Et c'est en général chez nous, dans notre propre pays. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de faire l'éloge de l'égoïsme national ni de condamner le multilatéralisme !

Bien au contraire : La Suisse est convaincue que le multilatéralisme, que les organisations internationales, que les Nations Unies sont essentielles à la coexistence pacifique des peuples, à la prospérité économique mondiale, à la résolution de défis tels que la migration, le changement climatique la transition numérique et, je le dis aussi en tant que ministre des Finances, à la stabilité financière mondiale.

L'année dernière, nous avons adopté ensemble le Pacte pour l'avenir, un engagement fort en faveur du multilatéralisme dont l'Agenda 2030 pour le développement durable constitue l'un des piliers. Nous devons mettre en œuvre ces feuilles de route sans délai.

La Suisse est aussi convaincue que la Genève internationale peut apporter une contribution unique à la réalisation de ces objectifs. Genève, en tant que premier centre opérationnel onusien, dispose d'une forte expertise dans de nombreux domaines cruciaux pour notre avenir, liés notamment à l'humanité et à l'innovation. Il s'agit d'un écosystème sans égal pour réfléchir, discuter et agir ensemble.

Mais toute organisation internationale forte a besoin de membres forts. Et quand je dis forts, je ne parle pas de force par la taille ou la puissance militaire. Je parle d'États qui soient en mesure de permettre à leurs citoyens de s'épanouir – et je dirais aussi de s'exprimer – librement en toute sécurité.

Une sécurité non seulement militaire, mais aussi juridique, économique et sociale. La sécurité et la liberté sont les conditions préalables essentielles au développement économique et donc à la prospérité. Elles nécessitent des institutions qui soient juridiquement solides, fiables et capables d'agir. Et elles nécessitent une stabilité politique, sociale et financière.

Et là, chaque État doit également assumer ses propres responsabilités. Nous ne pouvons pas simplement les déléguer à une organisation internationale.

Mesdames, Messieurs,

La communauté internationale ne peut que profiter de la force intérieure, de la prospérité et de la stabilité de chaque État. Seuls des États solides sur le plan intérieur peuvent être véritablement solidaires et contribuer à une communauté internationale prospère. Mais nous devons redoubler d'efforts aussi en tant que communauté internationale.

Aujourd'hui surtout, les Nations Unies doivent elles aussi se remettre en question : Sont-elles encore en mesure de remplir leur mission comme les 50 États l'avaient prévu le 25 juin 1945 à San Francisco, lorsqu'ils adoptaient la Charte ?

Le multilatéralisme connaît lui aussi des bouleversements sans précédent. Ces bouleversements sont marqués par une recrudescence des violations du cadre normatif et des principes et valeurs mêmes qui fondent l'action multilatérale : Le dialogue, la coopération, la recherche du consensus, le respect du droit international et l'égalité souveraine entre États – quel que soit leur taille ou leur poids économique ou politique.

La Suisse appelle tous les États à un réengagement ferme en soutien des principes et valeurs comme ils ont été déclarés dans la Charte des Nations Unies il y a 80 ans. C'est le prélude à toute réflexion sur les réformes et les mesures d'efficacité qui doivent renforcer l'impact de notre action dans les trois piliers de l'organisation. À cet égard, nous soutenons pleinement le programme de réforme ONU80 du Secrétaire général.

Le renforcement de l'efficacité, de la cohérence, de l'agilité et de l'impact de l'action multilatérale doit guider chacune de nos décisions. Une approche structurée et réfléchie visant à définir, ensemble, l'ONU de demain est essentielle. Toute réforme doit viser à renforcer l'impact du travail de l'ONU à moyen et long terme.

Je peux vous assurer que la Suisse continuera d'œuvrer en faveur des efforts de réforme, d'une ONU plus efficace et d'un multilatéralisme pérenne, à la fois en tant qu'État hôte fiable et en tant qu'État membre engagé.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Nous ne sommes pas aujourd'hui dans la même situation qu'il y a 80 ans. Nous sommes en plein dans une phase critique, et le prochain chapitre de l'histoire n'est pas encore écrit. Cela signifie aussi que nous pouvons participer activement à son écriture.

Je cite un survivant d'Auschwitz, l'écrivain italien Primo Levi : « C'est arrivé cela peut donc arriver de nouveau : tel est le noyau de ce que nous avons à dire. ».

Mais cela forcément ne doit pas se reproduire. Et en fait, cela ne doit pas se reproduire. C'est pourquoi les Nations Unies ont été créées il y a 80 ans. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui. C'est à nous de faire en sorte que ce tournant de l'histoire, dont on parle si souvent aujourd'hui ouvre, comme il y a 80 ans, une nouvelle ère, pour des temps meilleurs.

Gardons-nous de l'arrogance et de la facilité et mettons-nous au travail, chez nous, dans notre pays, et ensemble aux Nations Unies.



Unofficial Translation

*Madam President of the General Assembly
Secretary-General of the United Nations
Excellencies
Ladies and gentlemen*

Eighty years ago, the world entered a new era, better times. On 27 January 1945, the concentration camp at Auschwitz was liberated. On 8 May 1945, the war in Europe ended. And on 25 June 1945, even before Japan's surrender, 50 states adopted the United Nations Charter in San Francisco.

These 50 states were, and I quote from the Charter, *"determined to save succeeding generations from the scourge of war, which twice in our lifetime has brought untold sorrow to mankind"*.

Upon the ruins of the Second World War, a new international order was born out of a shared conviction and determination to bring peace and prosperity to the world. The horrors of this time also gave rise to the Geneva Conventions of 1949, which serve to protect the victims of armed conflict.

During those years, the foundations were laid for decades of progress in democracy, the rule of law and the market economy. Foundations, which despite all the limitations and setbacks, also benefitted international cooperation, free trade, peace and international law.

I am not drawing any historical parallels, but it is safe to say that the 80th anniversary of the United Nations comes at a time when we are experiencing a new era of particularly extreme political and economic upheaval.

A time when there are once again too many wars with civilian populations experiencing unbearable suffering. A time in which a just, lasting peace in the Middle East and Ukraine still seems out of reach, and in which autocratic tendencies are gaining ground, including in Europe. A time in which free trade is being put to the test and when, ultimately, international law, including the United Nations Charter, risks being no more than empty words.

These upheavals did not come out of nowhere; they are the result of developments that in some cases go back a long way and which, in retrospect, we failed to take seriously enough for far too long. We must be honest: these are developments that have no simple solutions, either at the international or national level.

Nor is it enough to reiterate for the umpteenth time in speeches the merits of a particular form of government, the rule of law, international law, free trade and multilateralism. No, if we are serious about wanting to resolve these challenges, we must redouble our efforts.

For what are all the achievements of civilisation worth if they do not tangibly contribute to freedom, security and prosperity, if they do not bring people real benefits in their everyday lives?

There are two mistakes we must not make:

- firstly, pointing the finger only at others other states.



- secondly, leaving international organisations to work alone and acting as if they were completely detached from us.

Ladies and gentlemen

We should begin there where we can guarantee freedom and contribute to security and prosperity straight away. And that is generally at home, on our own doorstep. Don't get me wrong: this is not about praising national self-interest or condemning multilateralism!

On the contrary: Switzerland is convinced that multilateralism, international organisations and the United Nations are essential for the peaceful coexistence of peoples, for global economic prosperity, for resolving challenges such as migration, climate change and the digital transition, and, as Finance Minister, I would also add, for global financial stability.

Last year, we jointly adopted the Pact for the Future, underscoring our commitment to multilateralism. A central pillar of that pact is the 2030 Agenda for Sustainable Development. We must implement these roadmaps without delay.

Switzerland is also convinced that International Geneva can make a unique contribution to achieving these goals. As the UN's leading operational centre, Geneva has strong expertise in many areas that are crucial to our future, particularly those related to humanity and innovation. It is a unique ecosystem for reflection, discussion and joint action.

But a strong international organisation needs strong members. And when I say *strong*, I don't mean strength in terms of size or military might. I mean states that are able to offer their citizens an environment in which they are able to blossom – and I would also say express themselves – *freely* in complete *safety and security*. Security – not only in a military sense, but also legal, economic and social security. Security and freedom are essential prerequisites for economic growth and therefore prosperity.

They require institutions that are legally sound, reliable and capable of taking action. And they require political, social and financial stability. And here, each state must assume its own responsibilities. We cannot simply delegate our responsibilities to an international organisation.

Ladies and gentlemen

The international community benefits from the domestic strength, prosperity and stability of individual states. Only states that are strong domestically can show true solidarity and contribute to a successful international community. But we must also redouble our efforts as an international community.

Today, more than ever, the United Nations must take a critical look at itself: Is the organisation still able to fulfil its role as the 50 states intended when they adopted the Charter in San Francisco on 25 June 1945?

Multilateralism is also undergoing unprecedented upheaval. These upheavals are marked by a resurgence of violations of the normative framework and the very principles and values that

underpin multilateral action: principles and values such as dialogue, cooperation, consensus-building, respect for international law and sovereign equality of states – regardless of size, economic strength or political influence.

Switzerland calls on all States to make a firm commitment to uphold the principles and values enshrined in the UN Charter 80 years ago. Only then will it be possible to reflect on reforms and efficiency measures that strengthen the impact of our actions in the three pillars of the organisation. With this in mind, we fully support the Secretary-General's 'UN 80' reform programme.

Our decisions must be guided by the goal of strengthening the effectiveness, coherence, agility and impact of multilateral action. It is vital that we take a structured and thoughtful approach to defining, together, the UN of tomorrow. Any reform must aim to strengthen the impact of the UN's work in the medium and long term.

I can assure you that Switzerland remains committed to the reform efforts, to a more efficient UN and to sustainable multilateralism, both as a reliable host state and as a committed member state.

*Excellencies
Ladies and gentlemen*

We are not in the same situation today as we were 80 years ago. We are, however, in the midst of a critical phase, and the next chapter of history has not yet been written. This also means that we can play an active role in shaping it.

In the words of another Auschwitz survivor, the Italian writer Primo Levi: *"It happened, therefore it could happen again: this is the core of what we have to say."*

But it doesn't *have to* happen again. And indeed it *must not* happen again. That is why the United Nations was created 80 years ago. That is why we are here today. It is therefore up to us to ensure that this defining moment, which is so often talked about today, can mark the start of new era, just as it did 80 years ago.

Let us guard against arrogance and complacency and set to work, at home, in our respective countries, and together at the United Nations.

*Sehr geehrte Frau Präsidentin der Generalversammlung
Sehr geehrter Herr Generalsekretär
Exzellenzen
Sehr geehrte Damen und Herren*

Vor 80 Jahren erlebte die Welt eine Zeitenwende zum Guten. Am 27. Januar 1945 wurde das Konzentrationslager Auschwitz befreit. Am 8. Mai 1945 endete der Krieg in Europa. Und am 25. Juni 1945, noch vor der Kapitulation Japans, verabschiedeten 50 Staaten in San Francisco die Charta der Vereinten Nationen.

Diese 50 Staaten waren, ich zitiere aus der Charta, «fest entschlossen, künftige Geschlechter vor der Geissel des Krieges zu bewahren, die zweimal zu unseren Lebzeiten unsagbares Leid über die Menschheit gebracht hat».

Auf den Trümmern des Zweiten Weltkriegs entstand damals aus einer gemeinsamen Überzeugung und mit dem gemeinsamen Willen, Frieden und Wohlstand in die Welt zu bringen, eine neue internationale Ordnung. Aus den Schrecken dieser Zeit entstanden 1949 auch die Genfer Konventionen zum Schutz von Menschen in bewaffneten Konflikten.

In jenen Jahren wurden die Grundlagen geschaffen für eine jahrzehntelange Erfolgsgeschichte der Demokratie, der Rechtsstaatlichkeit und der Marktwirtschaft – Grundlagen, die trotz aller Einschränkungen und Rückschläge auch der internationalen Zusammenarbeit, dem Freihandel, dem Frieden und dem Völkerrecht zugutekamen.

Ich ziehe keine historischen Parallelen, aber so viel kann man sicher sagen: Wir feiern diesen 80. Geburtstag der Vereinten Nationen in einer Zeit, in der wir erneut ausserordentlich heftige politische und wirtschaftliche Verwerfungen erleben.

Eine Zeit, in der erneut zu viele Kriege wüten und die Bevölkerung unerträgliches Leid erleben muss. Eine Zeit, in der ein gerechter, dauerhafter Frieden im Nahen Osten und in der Ukraine immer noch weit entfernt scheint, in der autokratische Tendenzen sich verstärken, auch in Europa. Eine Zeit, in der der Freihandel auf die Probe gestellt wird – und in der letztlich das Völkerrecht, einschliesslich der Charta der Vereinten Nationen, zu Makulatur zu werden droht.

Es sind Verwerfungen, die nicht aus dem Nichts kommen, sie sind das Resultat von Entwicklungen, die teilweise weit zurückreichen und die man – rückblickend – viel zu lange viel zu wenig ernst genommen hat. Wir müssen ehrlich sein: Es sind Entwicklungen, auf die es keine einfachen Antworten gibt, weder auf der internationalen noch auf der nationalen Ebene.

Und es reicht auch nicht, hier einmal mehr und ausschliesslich mit Reden die Vorzüge einer bestimmten Staatsform, der Rechtsstaatlichkeit, des Völkerrechts, des Freihandels und des Multilateralismus zu unterstreichen. Nein, wenn wir die Herausforderungen meistern wollen, müssen wir grössere Anstrengungen unternehmen. Denn was sind alle zivilisatorischen Errungenschaften wert, wenn sie nicht konkret zu Freiheit, Sicherheit und Wohlstand beitragen, wenn ihre Vorzüge für die Menschen nicht greifbar werden, spürbar in ihrem Alltag?

Zwei Fehler sollten wir dabei nicht machen:

erstens mit dem Finger immer nur auf die anderen Staaten zeigen;
zweitens die internationalen Organisationen mit der Arbeit allein lassen – und so tun, als wären die internationalen Organisationen jemand anders als wir selbst.
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir sollten mit der Arbeit dort beginnen, wo wir unmittelbar Freiheit gewähren und zu Sicherheit und Wohlstand beitragen können. Und das ist in der Regel bei uns selbst, bei uns zuhause. Verstehen Sie mich nicht falsch: Das ist kein Loblied auf nationalstaatliche Egoismen und keine Kritik am Multilateralismus!

Im Gegenteil: Die Schweiz ist überzeugt, dass der Multilateralismus, dass internationale Organisationen, dass die Vereinten Nationen zentral sind für die friedliche Koexistenz der Völker, für den Wohlstand auf der Welt, für die Lösung von Herausforderungen wie der Migration, dem Klimawandel und der Digitalisierung sowie – das sage ich auch als Finanzministerin – für die Sicherung der globalen Finanzstabilität.

Im vergangenen Jahr haben wir gemeinsam den Zukunftspakt verabschiedet und damit unser Bekenntnis zum Multilateralismus klar unterstrichen. Ein zentraler Träger des Paktes ist die Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung. Die Umsetzung beider Vereinbarungen hat höchste Priorität.

Die Schweiz ist auch überzeugt, dass der Standort Genf einen einzigartigen Beitrag zur Erreichung dieser Ziele leisten kann. Genf, das operative Zentrum der Vereinten Nationen, bündelt grosse Expertise zu wegweisenden Fragen – vor allem im Zusammenhang mit Humanität und Innovation. Dieses einzigartige Ökosystem bietet Raum für gemeinsames Reflektieren, Diskutieren und Agieren.

Aber jede starke internationale Organisation braucht starke Mitglieder. Und wenn ich stark sage, meine ich nicht Stärke durch Grösse oder militärische Schlagkraft. Ich meine Staaten, die in der Lage sind, für ihre Bürgerinnen und Bürger einen sicheren Raum zu schaffen, in dem sie sich frei entfalten – und vor allem auch frei ausdrücken – können. Sicherheit – nicht nur militärische, sondern auch rechtliche, wirtschaftliche und soziale Sicherheit. Sicherheit und Freiheit, das sind die wichtigsten Voraussetzungen für wirtschaftliche Entwicklung und damit für den Wohlstand.

Das bedingt Institutionen, die rechtlich verlässlich, berechenbar und handlungsfähig sind. Und es bedingt politische, soziale und finanzielle Stabilität. Hier steht jeder Staat auch selbst in der Verantwortung. Diese Verantwortung können wir nicht einfach an eine internationale Organisation delegieren.

Sehr geehrte Damen und Herren

Von der inneren Stärke, dem Wohlergehen und der Stabilität der einzelnen Staaten profitiert auch die internationale Gemeinschaft. Nur innerlich gefestigte Staaten können wahrhaftig solidarisch sein und zu einer erfolgreichen internationalen Gemeinschaft beitragen. Aber auch als internationale Gemeinschaft müssen wir uns noch mehr anstrengen.

Gerade heute müssen sich auch die Vereinten Nationen kritisch hinterfragen: Können sie ihre Funktion noch so erfüllen, wie es die 50 Staaten am 25. Juni 1945 in San Francisco vorsahen, als sie die Charta der Vereinten Nationen verabschiedeten?

Auch der Multilateralismus wird erschüttert. Verstösse gegen Normen häufen sich, Grundsätze und Werte multilateralen Handelns werden missachtet: Grundsätze und Werte wie Dialog, Zusammenarbeit, Konsensfindung, Achtung des Völkerrechts und souveräne Gleichheit der Staaten – unabhängig von Grösse, wirtschaftlicher Stärke oder politischem Einfluss.

Die Schweiz ruft alle Staaten auf, die vor 80 Jahren in der UNO-Charta verankerten Grundsätze und Werte erneut entschieden zu bekräftigen. Nur dann ist es möglich, Reformen und Effizienzmassnahmen zu reflektieren, welche die Wirkung unseres Handelns in den drei Säulen der UNO verstärken. In diesem Sinne stehen wir vollumfänglich hinter dem Reformprogramm «UNO 80» des Generalsekretärs.

Multilaterales Handeln muss effizienter, kohärenter, flexibler und effektiver werden. Dieser Grundsatz soll all unseren Entscheidungen zugrunde liegen. Es braucht einen systematischen und tragfähigen Ansatz, um die UNO von morgen gemeinsam zu definieren. Jede Reform muss darauf abzielen, die Wirkungskraft der Vereinten Nationen mittel- und langfristig zu verstärken.

Ich kann Ihnen versichern, dass die Schweiz sich weiterhin für die Reformbemühungen, für eine effizientere UNO und für einen nachhaltigen Multilateralismus einsetzt, sowohl als verlässlicher Sitzstaat als auch als engagierter Mitgliedstaat.

Exzellenzen

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir sind heute nicht am gleichen Punkt wie vor 80 Jahren. Wir sind mitten in einer kritischen Phase und das nächste Kapitel der Geschichte ist noch nicht geschrieben. Das heisst auch, dass wir es aktiv mitgestalten können.

Ich zitiere einen Auschwitz-Überlebenden, den italienischen Schriftsteller Primo Levi: «Es ist geschehen, und folglich kann es wieder geschehen: Darin liegt der Kern dessen, was wir zu sagen haben.»

Aber es muss nicht unbedingt wieder geschehen. Und es darf nicht wieder geschehen. Deshalb wurden vor 80 Jahren die Vereinten Nationen geschaffen. Deshalb sind wir heute hier. Es ist an uns, dafür zu sorgen, dass diese Zeitenwende, von der heute wieder so oft die Rede ist, wie bereits vor 80 Jahren eine Wende zum Guten sein wird.

Hüten wir uns vor Überheblichkeit und vor Bequemlichkeit und machen wir uns an die Arbeit – bei uns zuhause und gemeinsam in den Vereinten Nationen.

*Signora Presidente dell'Assemblea generale,
Signor Segretario generale delle Nazioni Unite,
Eccellenze,
Signore e Signori,*

ottant'anni fa il mondo entrò in una nuova era, migliore di quella precedente. Il 27 gennaio 1945 fu liberato il campo di concentramento di Auschwitz. L'8 maggio 1945 segnò la fine della guerra in Europa. Il 25 giugno 1945, ancor prima della resa del Giappone, a San Francisco 50 Stati adottarono la Carta delle Nazioni Unite.

Cinquanta Stati fermamente decisi, e qui cito dalla Carta, «a salvare le future generazioni dal flagello della guerra, che per due volte nel corso di questa generazione ha portato indicibili afflizioni all'umanità».

Dalle macerie della Seconda guerra mondiale è emerso un nuovo ordine internazionale fondato sulla convinzione e sulla volontà comuni di riportare la pace e la prosperità nel mondo. Anche le Convenzioni di Ginevra del 1949, che proteggono le vittime dei conflitti armati, sono nate in risposta agli orrori di quel periodo.

In quegli anni furono gettate le basi della democrazia, dello Stato di diritto e dell'economia di mercato che caratterizzarono i decenni successivi. Le stesse basi, nonostante tutti i limiti e le difficoltà, hanno favorito la cooperazione internazionale, il libero scambio, la pace e il diritto internazionale. Non voglio tracciare parallelismi storici, ma senza ombra di dubbio si può affermare che celebriamo l'ottantesimo compleanno delle Nazioni Unite in un momento di nuovi sconvolgimenti politici ed economici estremamente violenti.

Un momento in cui imperversano nuovamente troppe guerre e la popolazione civile patisce sofferenze insopportabili. Un momento in cui una pace giusta e duratura nel Vicino Oriente e in Ucraina sembra ancora molto lontana e in cui, anche in Europa, si rafforzano le tendenze autocratiche. Un momento in cui il libero scambio è messo alla prova e in cui il rispetto del diritto internazionale, inclusa la Carta delle Nazioni Unite, rischia, in ultima analisi, di restare lettera morta.

Questi sconvolgimenti non vengono dal nulla, ma sono il risultato di sviluppi con origini in parte lontane, cui, retrospettivamente, troppo a lungo non si è dato il giusto peso. Bisogna essere onesti: si tratta di sviluppi che non hanno risposte facili, né sul piano internazionale né su quello nazionale. E non basta ribadire per l'ennesima volta, e solo nei discorsi, i meriti di una determinata forma di Stato, dello Stato di diritto, del diritto internazionale, del libero scambio e del multilateralismo.

No, se vogliamo superare le sfide dobbiamo intensificare gli sforzi. Che valore hanno tutte le conquiste civilizzatrici se non contribuiscono concretamente alla libertà, alla sicurezza e al benessere; se i loro meriti non sono tangibili per le persone nella loro quotidianità?

Dobbiamo evitare questi due errori:

in primo luogo, puntare il dito soltanto verso gli altri Stati;
in secondo luogo, lasciare che le organizzazioni internazionali facciano tutto da sole, fingendo che siano una realtà da noi separata.
Signore e Signori,

dobbiamo iniziare ad agire laddove da subito possiamo garantire la libertà e contribuire alla sicurezza e al benessere. E in genere ciò significa iniziare da noi stessi, a casa nostra. Non fraintendetemi: non si tratta né di elogiare l'egoismo nazionale, né di condannare il multilateralismo!

Al contrario: la Svizzera è convinta dell'importanza del multilateralismo, delle organizzazioni internazionali e delle Nazioni Unite per la convivenza pacifica dei popoli, per la prosperità



economica mondiale, per la soluzione di sfide come la migrazione, i cambiamenti climatici, la digitalizzazione, nonché – e parlo da ministra delle finanze – per garantire la stabilità finanziaria globale. L'anno scorso abbiamo adottato insieme il Patto per il futuro, impegnandoci con convinzione a favore del multilateralismo. L'Agenda 2030 per uno sviluppo sostenibile è uno dei pilastri. L'attuazione di questi due accordi deve essere una priorità.

La Svizzera è inoltre convinta che Ginevra possa dare un contributo unico alla realizzazione di questi obiettivi. In qualità di primo centro operativo dell'ONU, Ginevra raggruppa ampie competenze in materia di tematiche cruciali per il nostro futuro, in particolare legate all'umanità e all'innovazione. Si tratta di un ecosistema unico nel suo genere, ideale per riflettere, discutere e agire di concerto. Tuttavia, affinché un'organizzazione internazionale sia forte, devono essere forti anche i suoi membri.

E quando dico forti, non intendo forti per dimensioni o potenza militare. Intendo Paesi che sono in grado di fare sì che i loro cittadini possano realizzarsi, e direi anche esprimersi, liberamente e in sicurezza. Una sicurezza non solo militare, ma anche giuridica, economica e sociale. Sicurezza e libertà sono i presupposti più importanti dello sviluppo economico e quindi della prosperità.

Ciò richiede istituzioni giuridicamente affidabili, prevedibili e capaci di agire. Richiede stabilità politica, sociale e finanziaria. In questo senso ogni Stato deve anche assumersi le proprie responsabilità. Non possiamo semplicemente delegarle a un'organizzazione internazionale.

Signore e Signori,

anche la comunità internazionale beneficia della forza interna, del benessere e della stabilità dei singoli Stati. Solo un Paese forte sul piano interno può essere veramente solidale e contribuire al successo della comunità internazionale. Ma anche come comunità internazionale dobbiamo impegnarci di più.

In questo momento in particolare, anche le Nazioni Unite devono sottoporsi a un esame critico: sono ancora in grado di svolgere la loro funzione come deciso il 25 giugno 1945 a San Francisco dai 50 Stati che hanno adottato la Carta delle Nazioni Unite?

Anche il multilateralismo sta subendo sconvolgimenti senza precedenti. Questi sono caratterizzati da una recrudescenza delle violazioni del quadro normativo e dei principi e valori alla base dell'azione multilaterale. Dialogo, cooperazione, ricerca del consenso, rispetto del diritto internazionale e uguaglianza sovrana degli Stati, a prescindere dalle loro dimensioni, dal loro peso economico o politico: sono questi i principi e i valori definiti 80 anni fa nella Carta delle Nazioni Unite, che la Svizzera chiede ora a tutti gli Stati di sostenere nuovamente con fermezza.

Questo prima di qualsiasi riflessione su riforme e misure di efficienza volte a rafforzare l'impatto della nostra azione nei tre pilastri dell'organizzazione. Appoggiamo pienamente il programma di riforma ONU80 del Segretario generale. Ogni nostra decisione deve essere finalizzata a rafforzare l'efficienza, la coerenza, l'agilità e l'impatto dell'azione multilaterale. È essenziale un approccio strutturato e ragionato teso a definire insieme l'ONU del futuro. Ogni



riforma deve avere lo scopo di rafforzare l'impatto dell'operato dell'ONU a medio e lungo termine.

Vi garantisco che la Svizzera continua a impegnarsi a favore degli sforzi riformativi, di un'organizzazione più efficiente dell'ONU e di un multilateralismo sostenibile, in veste sia di Stato sede dell'Organizzazione, sia di membro impegnato.

*Eccellenze,
Signore e Signori,*

oggi non siamo nella situazione in cui ci trovavamo 80 anni fa. Ci troviamo nel mezzo di una fase critica e il prossimo capitolo di storia non è ancora stato scritto. Ciò significa anche che abbiamo la possibilità di contribuire attivamente a dargli forma.

Cito un superstite di Auschwitz, lo scrittore italiano Primo Levi: «È avvenuto, quindi può accadere di nuovo: questo è il nocciolo di quanto abbiamo da dire».

Ma non per forza deve accadere di nuovo. Anzi, non può accadere di nuovo. È questo il motivo per cui 80 fa sono state istituite le Nazioni Unite. È questo il motivo per cui oggi ci troviamo qui. Sta a noi fare in modo che questa nuova svolta epocale, di cui tutti parlano, sia positiva come lo è stata quella di 80 anni fa.

Non pecchiamo di presunzione e indolenza, ma rimbocchiamoci le maniche, sia a casa nostra, sia insieme come Nazioni Unite.